



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Luttes contre les violences faites aux femmes

Question au Gouvernement n° 4536

Texte de la question

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet.

Mme Marie-George Buffet. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre, mais, vous le savez, il a été diagnostiqué positif au covid-19 et n'est pas présent aujourd'hui. Je lui souhaite un prompt rétablissement. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens et sur quelques bancs du groupe LR.)*

M. Pierre Cordier. Il faut être prudent aussi !

M. Thibault Bazin. Tout le monde peut être cas contact !

Mme Marie-George Buffet. Jeudi prochain, le 25 novembre, la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes sera un moment de mobilisation pour les droits des femmes. Au soir de cette journée, des femmes continueront de résister, dans la sphère familiale, professionnelle ou publique, contre la domination patriarcale et ses violences, ses humiliations, ses inégalités salariales et le plafond de verre auquel se heurtent les femmes pour occuper des postes à responsabilités.

Plusieurs lois traduisant le combat féministe pour l'émancipation humaine ont permis des avancées. Je pense à celles contre la marchandisation du corps, contre les violences faites aux femmes ou pour la parité et l'égalité salariale. Toutefois, notre assemblée a aussi pour mission d'évaluer la mise en œuvre concrète de ces textes. Or, reconnaissons-le, il y a encore énormément à faire dans ce domaine.

Notre assemblée doit continuer d'agir et de défendre les revendications des femmes pour que leurs droits et leurs libertés soient effectifs, en France et de par le monde. Je pense particulièrement à l'Afghanistan, où, dès leur prise de pouvoir par la force, les talibans ont pris les femmes pour cible. Pour les soumettre et les rendre invisibles, ils ont fixé des interdits dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, de la tenue et du droit à disposer de son corps, tout en encourageant les mariages forcés ou – quelle ignominie ! – la vente de petites filles. Là-bas, des femmes se sont levées avec un courage inouï. Elles ont manifesté en scandant « Notre parole est notre arme ! ». La répression s'est ensuite abattue.

L'Afghanistan ne fait plus la une des médias. Pourtant, la solidarité est plus que jamais nécessaire : il y a urgence ! La France doit contribuer à redonner la parole et leurs droits à ces femmes en accueillant en France celles qui le veulent, mais aussi en les soutenant, dans leur pays, dans leur combat contre l'inhumanité. La France ne peut ignorer le combat des femmes, ici et là-bas, pour être libres, tout simplement. Quelles actions le Gouvernement entend-t-il mener à leurs côtés ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI et sur quelques bancs des groupes LaREM et SOC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Mme Elisabeth Moreno, *ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.* Je vous remercie de cette question ô combien importante à quelques jours du 25 novembre. Vous avez raison, depuis la prise de Kaboul le 15 août dernier, une longue nuit s'est abattue sur le destin des femmes afghanes. Les atteintes aux droits se sont multipliées, que ce soit le remplacement du ministère des affaires féminines par un ministère pour la promotion de la vertu et la répression du vice, l'exclusion des filles et des femmes de l'éducation, les attaques contre les lieux d'accueil et les associations, les fouilles de domiciles ou les arrestations.

Par la voix de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, la France a rappelé avec force la nécessité du respect des droits humains, notamment les droits des femmes, au cœur de notre diplomatie féministe et au fondement de nos valeurs. Dans un contexte compliqué et incertain, nous continuons d'utiliser tous les leviers à notre disposition pour infléchir la politique des talibans. Je tiens d'ailleurs à saluer l'engagement des parlementaires et des associations, dont la mobilisation ne faiblit pas.

La France a également déployé, dès le 15 août, à la demande du Président de la République, l'opération Apagan, qui a permis d'évacuer des Afghanes menacées en raison de leur métier, de leur engagement ou de leurs liens avec la France. C'est l'honneur de notre pays que d'avoir sauvé ces femmes. Je tiens à saluer, devant cette assemblée, le courage de tous nos fonctionnaires sur place, qui ont fait la fierté de notre pays.

Nous exigeons des talibans qu'ils respectent les obligations internationales de l'Afghanistan en matière de droits humanitaires et de droits de l'homme. Il ne saurait y avoir de double discours ni de faux-semblant dans ces domaines. Comme l'a dit le Président de la République, la reconnaissance internationale a un prix et la dignité des femmes afghanes en est une condition non négociable. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

M. Pierre Cordier. On verra dans les prochains mois !

Données clés

Auteur : [Mme Marie-George Buffet](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4536

Rubrique : Femmes

Ministère interrogé : Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances

Ministère attributaire : Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 novembre 2021](#)